

## COMITÉ DE DÉONTOLOGIE

### **Avis 2018-7 relatif à l'incompatibilité des fonctions de membre du Conseil d'administration de l'Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé (UNAASS) issu de l'un des collèges des associations (hors le cas du collège des URAASS) et de membre d'un comité régional d'une union régionale des associations agréées d'usagers du système de santé (URAASS)**

Vu l'arrêté du 24 avril 2017 portant agrément des statuts de l'UNAASS ;  
Vu le code de la santé publique, notamment son article R. 1114-21.

À l'occasion de la lecture des déclarations publiques d'intérêts des membres du Conseil d'administration et des comités régionaux que le Comité de déontologie a déjà reçues, ce dernier a remarqué que plusieurs membres de comités régionaux étaient également membres du Conseil d'administration au sein de l'un des collèges des associations. Or cette possibilité n'est pas prévue par les statuts : les administrateurs et les administratrices issu·e·s d'une union régionale font partie du collège des URAASS<sup>1</sup> et non de celui des associations, ce qui a pour conséquence qu'ils·elles ne peuvent être élu·e·s sans être au préalable désigné·e·s par l'assemblée générale de l'URAASS dont ils·elles émanent<sup>2</sup>.

Le Comité s'est donc autosaisi de la question de savoir si un·e administrateur·rice issu·e d'une union régionale peut également être administrateur·rice de l'Union nationale en dehors du collège prévu à cet effet. Après s'être réuni, ce dernier a rendu l'avis suivant le 12 mars 2018 :

Aux termes de l'article R. 1114-21 du code de la santé publique :

*« L'assemblée générale désigne les membres du conseil d'administration selon des modalités prévues par les statuts de l'Union, de manière à respecter la diversité des champs d'action des associations adhérentes. Ces modalités peuvent prévoir une désignation de ces membres par collège. »*

Aux termes de l'article 16.1 des statuts de l'Union :

*« Les membres du conseil d'administration sont répartis comme suit :  
Au plus TRENTE QUATRE (34) administrateurs issus des collèges des associations agréées au niveau national.  
Au plus NEUF (9) administrateurs issus des unions régionales.  
Au plus DEUX (2) personnes qualifiées.*

<sup>1</sup> Arts. 10 & 16.1 de l'arrêté du 24 avril 2017 portant agrément des statuts de l'UNAASS.

<sup>2</sup> Art. 21.3.1.2 al. 8 de l'arrêté du 24 avril 2017 portant agrément des statuts de l'UNAASS.

*[Des personnels du siège de l'UNAASS et des URAASS peuvent être invités au conseil d'administration. Ils peuvent participer au débat à l'exception des points mis à l'ordre du jour et qui les concernent. Les modalités d'invitation sont précisées au règlement intérieur.]*

*Les administrateurs issus des collèges des associations nationales agréées sont répartis en fonction du nombre d'associations composant chaque collège. La clef de répartition est précisée dans le règlement intérieur. Elle doit garantir au minimum DEUX (2) administrateurs à chaque collège. Aucun collège ne peut dépasser QUARANTE-NEUF pour CENT (49 %) du total des sièges du conseil d'administration.*

*Chaque collège d'associations élit son ou ses représentants, titulaires et suppléants, au conseil d'administration dans les modalités précisées au règlement intérieur. Les unions régionales désignent entre elles leurs représentants, titulaires et suppléants, au conseil d'administration dont au moins UN (1) représentant pour les outre-mer, selon les règles fixées par le règlement intérieur.*

*Le titulaire et le suppléant sont obligatoirement membres de la même association ou de la même union régionale. Si un collège est composé d'une seule association, il ne détiendra qu'un siège. Si un collège n'a pas d'association membre, il ne sera pas représenté au conseil d'administration. »*

Le cas d'un administrateur ou d'une administratrice d'une union régionale, par ailleurs représentant-e d'une association au niveau national qui se porterait candidat à ce titre au Conseil d'administration n'a pas été prévu dans les statuts. Ces derniers précisent seulement les différentes procédures existantes selon que la personne présente sa candidature comme représentante soit d'une association, soit d'une Union régionale. Ces deux catégories sont bien distinctes parce qu'elles traduisent l'idée que les régions, tout comme les associations adhérentes à l'Union ont des intérêts propres. Or ces différents intérêts peuvent entrer en conflit lors des débats au sein du Conseil d'administration.

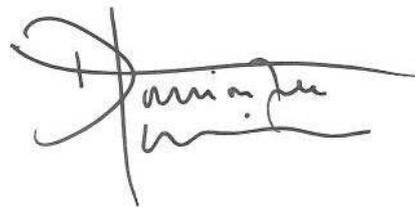
Le cas échéant cette situation est normale s'il s'agit d'intérêts en conflits, c'est-à-dire lorsque les intérêts en contradiction sont défendus par différentes personnes qui en débattent ; en revanche si une même personne est simultanément membre du Conseil d'administration et membre d'un comité régional, cette situation est susceptible de générer des conflits d'intérêts. En distinguant ces deux catégories, les statuts permettent de dissocier les différents intérêts en jeu au Conseil d'administration pour clarifier les débats, ce qui a pour conséquence d'éviter le risque de conflits d'intérêts au sein de l'UNAASS.

Dans la logique des textes et afin d'éviter ce risque, la fonction de membre du Conseil d'administration issu des collèges des associations ne saurait être compatible avec celle de membre d'un comité régional, hors le cas du collège des URAASS.

### **Avis et conclusions**

- Le Comité de déontologie estime que la fonction de membre du Conseil d'administration issu de l'un des collèges des associations, hors le cas du collège des URAASS, est incompatible avec celle de membre d'un comité régional.
- En conséquence, le Comité considère que les personnes dans cette situation d'incompatibilité devront choisir l'une des fonctions en cause ; faute de ce choix, en application de l'article 17.1 alinéa 6 de l'arrêté du 24 avril 2017 portant agrément des statuts de l'UNAASS, leurs mandats au sein de l'UNAASS et de l'URAASS concernées seront privés d'effet, par perte de leur qualité.

**Fait à Paris, le 12 mars 2018**



**Pour le Comité de déontologie,  
La présidente, Dominique Thouvenin**